

(N° 136.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1925.

Projet de loi

approuvant

**le Traité de Travail entre la Belgique et la France signé à Bruxelles
le 24 décembre 1924.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Lorsque des ouvriers d'un pays vont exercer leur activité dans un autre, ils ont le droit de compter sur la protection du Gouvernement de la mère-patrie : il appartient donc à celui-ci de les suivre dans leur exode avec toute la sollicitude désirable en cherchant à les faire bénéficier, dans la plus large mesure possible, des lois de protection et d'assistance propres au pays d'immigration. Le Gouvernement du Roi n'a jamais perdu de vue le souci de sauvegarder les intérêts de nos ouvriers à l'étranger; il s'en est inspiré, en négociant plusieurs arrangements, notamment avec la France. C'est ainsi, qu'en 1906, une Convention est intervenue pour faire bénéficier nos ouvriers des dispositions législatives françaises sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Depuis la guerre, deux nouvelles Conventions ont été conclues : l'une, est relative à l'assistance, l'autre, aux pensions en faveur des ouvriers mineurs. Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre aujourd'hui à vos délibérations un Arrangement qui ne s'applique pas à une catégorie déterminée d'ouvriers et qui n'est pas non plus réservé à l'une ou l'autre branche des assurances sociales; il a une portée générale et constitue en quelque sorte le statut des ouvriers belges en France et des ouvriers français en Belgique.

Il est intéressant de rappeler ici que la pensée de codifier, pour ainsi dire, les règles sauvegardant les droits des travailleurs se rendant dans un autre pays que le leur, constitue un important progrès dans l'application internationale de la législation du travail. Cette pensée a trouvé sa première réalisation dans la conclu-

sion du Traité de Travail franco-italien, signé le 30 septembre 1919. Les nécessités économiques déterminèrent les Gouvernements intéressés à fixer, d'une manière précise, les conditions les plus favorables au développement de l'immigration ; au point de vue de la main-d'œuvre, la France et l'Italie se trouvaient dans une situation différente ; la première ne disposait pas d'une population ouvrière suffisante pour assurer sa vie économique, la seconde ne peut absorber, dans toute sa plénitude, l'activité de ses nationaux. Des conventions analogues ont été conclues depuis 1919, entre la France, d'une part, la Pologne et la Tchécoslovaquie, d'autre part.

Bien qu'une nécessité impérieuse n'ait jamais forcé nos travailleurs à s'expatrier, comme c'est le cas pour les ressortissants des pays cités ci-dessus, un fort courant d'émigration belge s'est toujours produit vers la France ; nos ouvriers y ont trouvé, d'ailleurs, le meilleur accueil, en raison de leurs qualités de travail et de leur expérience professionnelle. Le Traité, qui vous est actuellement soumis, trouve donc sa raison d'être, non seulement dans le devoir de protection du Gouvernement vis-à-vis de ses ressortissants, mais aussi dans l'importance numérique des Belges résidant en France.

La lecture des divers articles vous permettra de constater qu'il consacre les principes suivants :

1° Liberté pour les ressortissants des deux nations de pénétrer dans le pays de destination, d'y séjourner et d'en sortir (art. 1^{er}) ;

2° Égalité entre les travailleurs immigrés et les travailleurs nationaux en ce qui concerne :

a) Les salaires (art. 2) ;

b) La protection qui leur est assurée par la législation et par les usages du pays pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence (art. 3) ;

c) L'acquisition, la possession et la transmission de la petite propriété rurale et urbaine (art. 5) ;

d) Les subventions aux caisses mutuelles de secours contre le chômage, les secours des fonds publics de chômage et des institutions publiques d'assistance par le travail (art. 7) ;

e) L'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs (art. 8).

3° Faculté pour les travailleurs et employeurs des deux pays de faire partie des Comités de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs entre les employeurs et salariés lorsqu'ils y seront parties intéressées (art. 6) ;

4° Garantie qu'aucun des deux États n'imposera de taxes ou d'impôts spéciaux aux ressortissants de l'autre État en raison de leur travail sur son territoire (art. 9).

L'article 11 prévoit, en outre, en cas de non réussite par la voie diplomatique, le recours à l'arbitrage en vue de résoudre les difficultés qui résulteraient de l'application du Traité.

Ainsi se trouvent réglées, dans un esprit d'équité, la plupart des questions que pose l'emploi des travailleurs étrangers.

S'il est possible, au regard des lois protectrices du travail, d'accorder l'égalité complète de traitement aux travailleurs sans distinction de nationalité, il faut

reconnaître que, dans d'autres domaines, ce principe d'égalité ne peut être étendu sans réserve et sans tempérament aux ressortissants de pays étrangers. Les quelques restrictions prévues font l'objet des articles 1, 4 et 5 du Traité.

L'article premier dispose que les facilités administratives accordées aux travailleurs et à leurs familles pour pénétrer dans le pays de destination, y séjourner et en sortir ne sont pas exclusives de l'application des formalités administratives prescrites en la matière.

L'article 4 prévoit certaines mesures restrictives lorsque la situation du marché du travail ne permet pas, dans certaines périodes, dans certaines régions, et pour certaines professions, de trouver un emploi aux émigrants venant individuellement et spontanément chercher du travail. Dans ce cas, [cette situation sera portée immédiatement, par voie diplomatique, à la connaissance du Gouvernement de l'autre pays, afin de le mettre à même de faire le nécessaire. Les deux Gouvernements s'engagent à se notifier mutuellement, avant leur mise en vigueur, les mesures restrictives qu'ils jugeraient utiles d'appliquer aux travailleurs en cause.

Il nous paraît opportun de faire ressortir de quelle manière sera assurée la mise à exécution de ces dispositions : deux stades sont à prévoir :

1° Le Gouvernement du pays d'immigration devra commencer par faire connaître, par la voie diplomatique, au Gouvernement du pays d'émigration que l'état du marché du travail ne permet pas l'emploi d'ouvriers étrangers de telle ou telle catégorie. Cet avertissement a pour but de permettre au Gouvernement avisé de prendre des mesures pour faire connaître cet état de choses à ses nationaux.

2° Si néanmoins des ouvriers étrangers se présentaient, le Gouvernement du pays d'immigration pourra prendre des mesures restrictives mais devra, au préalable, les notifier au Gouvernement du pays d'émigration.

On remarquera que l'article 5 relatif au droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner une petite propriété rurale ou urbaine, stipule, notamment, l'exclusion du bénéfice des primes qui seraient allouées à titre gratuit par l'un des deux Gouvernements aux constructeurs et acheteurs d'habitation à bon marché.

Cette restriction est motivée par l'existence de régimes différents dans l'un et l'autre pays.

En effet, la législation belge alloue une prime gratuite pouvant s'élever jusqu'à 3,600 francs, tandis qu'aucune disposition française ne prévoit l'octroi de semblable faveur.

En terminant cet exposé, le Gouvernement croit devoir ajouter qu'il aurait été heureux de pouvoir également faire mention dans le Traité d'un régime de réciprocité en matière d'assurance-vieillesse. S'il n'a pu réaliser ce désir, c'est que, d'une part, les diversités existant entre les législations belge et française relativement à cet objet rendent souhaitable la conclusion d'un arrangement spécial et que, d'autre part, la nouvelle législation belge sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré était précisément soumise aux délibérations du Parlement au moment où se négociait le Traité. Le Gouvernement du Roi aura soin d'engager des pourparlers avec le Gouvernement français pour que l'arrangement prévu puisse sortir ses effets au 1^{er} janvier 1926, date à laquelle la nouvelle législation entrera en vigueur.

Il est à noter encore que le présent traité ne contient aucune disposition réglant la situation des marins et des pêcheurs ; cette matière, d'ailleurs, fort complexe, fera l'objet de négociations ultérieures.

Nous avons la confiance, Messieurs, que vous voudrez bien donner votre entière approbation à ce Traité de Travail, qui sauvegarde efficacement les intérêts de nos nationaux travaillant en France.

Le Ministre des Affaires étrangères,

HYMANS

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

P. TSCHOFFEN.

Traité de travail entre la Belgique et la France.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE également désireux de régler dans le plus grand esprit d'entente amicale la situation des ouvriers belges travaillant en France et des ouvriers français travaillant en Belgique, et d'établir, dans la plus large mesure possible, l'égalité de traitement entre leurs ressortissants et les ressortissants de l'autre État en ce qui concerne les lois de prévoyance sociale et de travail, ont résolu de conclure un traité, et, à cet effet, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. HYMANS, Ministre d'État, Son Ministre des Affaires Étrangères,

M. P. TSCHOFFEN, Son Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Justin GONART, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales de la République française ;

M. Maurice HERBETTE, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté le Roi des Belges, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les deux Gouvernements s'engagent à ne pas mettre obstacle à la sortie de leurs ressortissants respectifs désireux de se rendre de l'un des deux pays dans l'autre pour y travailler ; ils donneront, à cet effet, toutes facilités administratives à ces travailleurs et à leurs familles.

Moyennant l'accomplissement des formalités administratives prescrites en la matière, et sous réserve des dérogations temporaires prévues à l'article 4, lesdits travailleurs et leurs familles pourront librement pénétrer dans le pays de destination, y séjourner et en sortir.

ARTICLE 2.

Les travailleurs immigrés recevront, à travail égal, un salaire égal à celui des nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, ou, à défaut d'ouvriers nationaux de la même catégorie employés dans la même entreprise, le salaire normal et courant des ouvriers de même catégorie dans la région.

Le Gouvernement du pays d'immigration prend l'engagement de veiller à ce que, sur son territoire, soit observée l'égalité du salaire des ouvriers immigrés avec celui des nationaux.

ARTICLE 3.

Les travailleurs de chacune des deux-parties contractantes jouiront de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence.

Toutes les réclamations des travailleurs de l'autre pays en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence qui leur seraient faites par les employeurs, ou les difficultés de toute nature, lorsqu'elles comportent une intervention des pouvoirs publics, seront adressées ou transmises, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités diplomatiques ou consulaires, aux autorités compétentes du pays; l'Administration qualifiée de ce pays procédera aux enquêtes nécessaires et aura seule qualité pour intervenir.

ARTICLE 4.

Au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, dans certaines périodes, dans certaines régions, et pour certaines professions, de trouver un emploi aux émigrants venant individuellement et spontanément chercher du travail, le Gouvernement intéressé en avertirait immédiatement, par voie diplomatique, le Gouvernement de l'autre pays, afin de le mettre à même de faire le nécessaire. Les deux Gouvernements s'engagent à se notifier mutuellement, avant leur mise en vigueur, les mesures restrictives qu'ils jugeraient utiles d'appliquer aux travailleurs en cause.

ARTICLE 5.

Pour tout ce qui concerne l'acquisition, la possession, la transmission de la petite propriété rurale et urbaine, les ressortissants de chacun des deux États auront dans le territoire de l'autre, les mêmes droits et avantages que ceux assurés aux ressortissants du pays, à l'exclusion toutefois du bénéfice des primes qui seraient allouées à titre gratuit par l'un des deux Gouvernements aux constructeurs et acheteurs d'habitations à bon marché, ainsi que des avantages concédés à l'occasion de faits de guerre et sous réserve des dispositions prévues, dans l'intérêt de la sécurité nationale, pour certaines zones ou certains lieux par les lois relatives au séjour et à l'établissement des étrangers.

ARTICLE 6.

Les travailleurs et employeurs des deux pays qui sont intéressés dans des conflits collectifs du travail pourront faire partie des Comités de conciliation et d'arbitrage saisis de ces conflits.

ARTICLE 7.

Les subventions aux caisses mutuelles de secours contre le chômage, les secours des fonds publics de chômage et des institutions publiques d'assistance par le travail seront attribués dans chacun des États contractants aux ressortissants de l'autre État.

ARTICLE 8.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays en tout ce qui concerne l'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Cette égalité de traitement s'étendra aussi à toutes les dispositions qui pourront être promulguées à l'avenir en cette matière dans les deux pays.

ARTICLE 9.

Aucun des deux États contractants n'imposera d'impôts ou de taxes spéciaux aux ressortissants de l'autre État en raison de leur travail sur son territoire.

La disposition qui précède ne porte pas préjudice aux stipulations des lois et règlements concernant les taxes générales relatives aux étrangers, et notamment celles attachées à la délivrance des permis de séjour. Elle ne saurait être entendue comme exonérant les ressortissants d'un des États contractants résidant sur le territoire de l'autre État de tous impôts quelconques présents et futurs imposés aux ressortissants de l'État de résidence.

ARTICLE 10.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront d'un commun accord les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions du présent traité qui nécessitent la coopération de leurs services administratifs. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquels les services correspondent directement.

ARTICLE 11.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Il aura une durée d'un an, il sera renouvelé tacitement d'année en année, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Toutes les difficultés relatives à l'application du présent traité seront réglées par la voie diplomatique.

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, lesdites difficultés seront soumises, même sur la demande d'une seule des parties, au jugement d'un ou de plusieurs arbitres qui auront mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit du présent traité.

Un arrangement spécial réglera l'institution et le fonctionnement de l'arbitrage. Chaque partie pourra faire état, à titre d'information, de l'avis d'un des bureaux ou organes internationaux compétents en la matière. Cet avis pourra aussi être demandé, au même titre, d'accord entre les arbitres.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 24 décembre 1924.

(s.) JUSTIN GODART.

(s.) MAURICE HERBETTE.

(s.) HYMANS.

(s.) P. TSCHOFFEN.

(8)

(N° 136.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1925.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Arbeidsverdrag tusschen België en Frankrijk, geteekend
te Brussel den 24^e December 1924.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN.

Wanneer werklieden van een land zich naar een ander begeven om er te werken, hebben zij het recht te rekenen op de bescherming van de Regeering van het moederland; deze laatste behoort hen dus in hunnen uittocht met al de wenschelijke bezorgdheid te volgen en te trachten hen in de ruimste mate mogelijk te doen genieten van de beschermings- en bijstandswetten die eigen zijn aan het land van inwijking. De Regeering des Konings heeft nooit nagelaten zorg te dragen voor het vrijwaren der belangen onzer arbeiders in het buitenland; het heeft zich door deze zorg laten leiden bij het onderhandelen over verschillende schikkingen, inzonderheid met Frankrijk. Zoo is het dat in 1906 een overeenkomst gesloten werd om onze arbeiders te doen genieten van de Fransche wetsbepalingen betreffende het herstel der schade voortspruitend uit arbeidsongevallen. Sedert den oorlog werden twee nieuwe Overeenkomsten gesloten: de eene heeft betrekking op den bijstand, de andere op de pensioenen ten gunste der mijnwerkers. Wij hebben de eer, Mijne Heeren, thans aan uwe beraadslagingen eene Schikking te onderwerpen die niet van toepassing is op een vaste categorie werklieden en die zich ook niet bepaalt tot den eenen of de anderen tak der maatschappelijke verzekeringen; zij heeft eene algemeene draagkracht en is in zekere mate het statuut der Belgische arbeiders in Frankrijk en der Fransche werklieden in België.

Het is niet zonder belang er hier aan te herinneren dat de gedachte om de regels om zoo te zeggen te codificeren waardoor de rechten der arbeiders, welke zich naar een ander land dan het hunne begeven, gevrijwaard worden, een belangrijke vooruitgang is in de internationale toepassing der wetgeving op den arbeid. Deze gedachte is voor de eerste maal verwezenlijkt geworden door het sluiten van het Fransch-Italiaansch Arbeidsverdrag ondertekend den 30^e September 1919. De

economische noodwendigheden brachten er de belanghebbende Regeeringen toe de voor de ontwikkeling der inwijking meest voordeelige voorwaarden op een juiste manier te bepalen ; ten opzichte der werkkrachten bevonden Frankrijk en Italië zich in een verschillenden toestand ; het eerste land beschikte niet over een voldoende arbeidsbevolking om in de behoeften van zijn economisch leven te voorzien, het tweede kan de werkkraacht zijner landslieden niet ten volle opsorpen. Soortgelijke overeenkomsten werden sedert 1919 gesloten tusschen Frankrijk eenerzijds en Polen en Tsjecho-Slowakije anderzijds.

Alhoewel het voor onze arbeiders nooit gebiedend noodzakelijk is geweest zich naar het buitenland te begeven, zooals dit het geval is voor de onderhoorigen der bovenvermelde landen, is er toch steeds een sterke trek van Belgische landverhuizers naar Frankrijk geweest, waar onze werklieden trouwens steeds op de beste wijze onthaald werden wegens hunne hoedanigheden bij het werk en hunne beroepsbekwaamheid. Het Verdrag dat U thans wordt voorgelegd, vindt dus zijn reden van bestaan niet alleen in den plicht der Regeering om hare onderhoorigen te beschermen, maar ook in het feit dat een groot aantal Belgen in Frankrijk verblijven.

De lezing van de verschillende artikelen zal U de gelegenheid geven vast te stellen dat dit Verdrag de volgende beginselen huldigt :

1° Vrijheid voor de onderhoorigen der beide naties om in het land van bestemming binnen te komen, er te verblijven en het te verlaten (art. 1) ;

2° Gelijkheid tusschen de ingeweken arbeiders en die van het land zelf wat betreft :

a) De loonen (art. 2) ;

b) De bescherming die hun verzekerd wordt door de wetten en door de gebruiken van het land voor alles wat betrekking heeft op de arbeids- en bestaansvoorwaarden (art. 3) ;

c) De verwerving, het bezit en de overdracht van den kleinen landelijken en stedelijken eigendom (art. 5) ;

d) De toelagen aan de kassen van onderlingen bijstand tegen werkeloosheid, de hulp van de openbare werkeloosheidsfondsen en van de openbare instellingen van bijstand door den arbeid (art. 7) ;

e) de toepassing der wetten waardoor de arbeidsvoorwaarden geregeld en de gezondheid en de veiligheid der arbeiders verzekerd worden (artikel 8).

3° Recht van de werknemers en de werkgevers van beide landen om deel uit te maken van de verzoenings- en scheidsrechterlijke comiteiten in de collectieve arbeidsgeschillen tusschen werkgevers en loonarbeiders, wanneer zij er belanghebbende partijen in zijn (artikel 6).

4° Waarborg dat geen van beide Staten bijzondere taxen of belastingen zal opleggen aan de onderhoorigen van den anderen Staat uit hoofde van hunnen arbeid op zijn grondgebied (artikel 9).

Artikel 11 voorziet bovendien dat, ingeval men er langs diplomatieken weg niet in slaagt, men zijn toevlucht tot het scheidsgerecht zal nemen ten einde de moeilijkheden op te lossen welke uit de toepassing van dit Verdrag zouden voortvloeien.

Aldus worden in een geest van billijkheid de meeste kwesties geregeld welke gesteld worden door het gebruiken van vreemde arbeiders.

Indien het ten opzichte der wetten waardoor den arbeid wordt beschermd, mogelijk is volledige gelijkheid van behandeling aan de arbeiders zonder onderscheid van nationaliteit te verleenen, moet men nochtans bekennen dat op andere gebieden dit principie van gelijkheid niet zonder voorbehoud en zonder gematigdheid tot de onderhoorigen van vreemde landen kan worden uitgebreid. De enkele voorziene beperkingen maken het voorwerp uit van artikelen 1, 4 en 5 van het Verdrag.

Artikel 1 bepaalt dat de bestuurlijke faciliteiten verleend aan de arbeiders en aan hunne huisgezinnen om in het land van bestemming binnen te komen, er te verblijven of het te verlaten, niet onvereenigbaar zijn met de toepassing der te dier zake voorgeschreven bestuurlijke formaliteiten.

Artikel 4 voorziet zekere beperkende maatregelen wanneer de toestand der arbeidsmarkt gedurende zekere tijdperken, in zekere gewesten en voor zekere beroepen aan de landverhuizers die persoonlijk en uit eigen beweging werk komen zoeken, niet toelaat eene betrekking te vinden. In dit geval zal deze toestand onmiddellijk langs diplomatieken weg ter kennis gebracht worden van de Regeering van het andere land, ten einde haar in staat te stellen de noodige maatregelen te treffen. Beide Regeeringen verbinden er zich toe aan elkander, vóór hunne tenuitvoerlegging, de beperkende maatregelen kenbaar te maken die zij het noodig zouden achten op de betrokken arbeiders toe te passen.

Het lijkt ons voegzaam te doen uitschijnen op welke wijze de tenuitvoerlegging dezer beschikkingen zal verzekerd worden : twee stadiums zijn te voorzien :

1° De Regeering van het land van inwijking zal moeten beginnen met aan de Regeering van het land van uitwijking langs diplomatieken weg te laten weten dat de stand der arbeidsmarkt niet toelaat vreemde werklieden van deze of gene categorie te gebruiken. Deze verwittiging heeft voor doel de gewaarschuwde Regeering in de mogelijkheid te stellen maatregelen te treffen om dezen staat van zaken ter kennis te brengen van hare onderhoorigen.

2° Mochten zich niettemin vreemde werklieden aanmelden, dan zal de Regeering van het land van inwijking beperkende maatregelen mogen treffen maar zij zal vooraf aan de Regeering van het land van uitwijking daarvan kennis moeten geven.

Men zal opmerken dat artikel 5 betreffende het recht een kleinen landelijken of stedelijken eigendom te verwerven, te bezitten en over te dragen, de uitsluiting voorziet van het voordeel der premiën die door een van beide Regeeringen kosteloos zouden toegekend worden aan de oprichters en koopers van goedkope woningen.

Deze beperking is gewettigd door het bestaan van verschillende regimes in het eene en het andere land : de Belgische wet kent immers eene kosteloze premie toe die 3,600 frank kan bereiken, terwijl geene enkele Fransche beschikking het verleenen eener dergelijke gunst voorziet.

Bij het sluiten dezer uiteenzetting meent de Regeering nog te moeten mededeelen dat zij gelukkig zou geweest zijn in het Verdrag eveneens gewag te kunnen maken van een regime van wederkeerigheid in zake verzekering tegen den ouderdom. Dat zij dezen wensch niet heeft kunnen verwezenlijken is toe te schrijven eenerzijds aan het feit dat de verschillen die er desaangaande tusschen de Bel-

gische en de Fransche wetten bestaan, het treffen eener bijzondere schikking wenschelijk maken, en anderzijds aan het feit dat de nieuwe Belgische wet op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdigen dood juist aan de beraadslagingen van het Parlement onderworpen was op het oogenblik dat over het Verdrag onderhandeld werd. De Regeering des Konings zal er zorg voor dragen in onderhandeling te treden met de Fransche Regeering opdat de voorziene schikking hare uitwerking kunne hebben van 1 Januari 1926 af, op welken datum de nieuwe wet in werking zal treden.

Er valt nog op te merken dat dit Verdrag geene enkele beschikking bevat waarbij den toestand der zeelieden en der visschers geregeld wordt; over dit onderwerp, dat trouwens zeer ingewikkeld is, zal later onderhandeld worden.

Wij vertrouwen, Mijne Heeren, dat gij uwe volledige goedkeuring wel zult willen geven aan dit Arbeidsverdrag dat op doelmatige wijze de belangen onzer in Frankrijk werkende landgenooten vrijwaart.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

*De Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.*

P. TSCHOFFEN.

Arbeidsverdrag tusschen België en Frankrijk.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en de PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK evenzeer wenschende in den ruimsten geest van vriendschappelijke verstandhouding den toestand der in Frankrijk werkende Belgische arbeiders en der in België werkende Fransche arbeiders te regelen, en in de ruimste mate mogelijk de gelijkheid van behandeling in te stellen tusschen hunne onderhoorigen en de onderhoorigen van den anderen Staat wat betreft de wetten op de maatschappelijke voorzorg en den arbeid, hebben besloten een Verdrag te sluiten en hebben te dien einde tot hunne Gevolmachtigden benoemd. te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, den heer HYMANS, Staatsminister, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken,

den heer P. TSCHOFFEN, Zijn Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

DE PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK,

den heer JUSTIN GODART, Minister van Arbeid, Volksgezondheid, Maatschappelijke Bijstand en Maatschappelijke Voorzorg,

den heer MAURICE HERBETTE, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur der Fransche Republiek bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen, welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

Beide Regeeringen gaan de verbintenis aan zich niet te verzetten tegen het verlaten van het land door hunne respectieve onderhoorigen die wenschen zich van een der beide landen naar het andere te begeven om er te gaan werken; zij zullen te dien einde alle bestuurlijke faciliteiten aan deze arbeiders en aan hunne huisgezinnen verleenen.

Mits vervulling der te dier zake voorgeschreven bestuurlijke formaliteiten, en onder voorbehoud der tijdelijke afwijkingen voorzien in artikel 4, zullen gezegde arbeiders en hunne huisgezinnen vrij kunnen binnenkomen in het land van bestemming, er verblijven en het verlaten.

ARTIKEL 2.

De ingeweken arbeiders zullen bij gelijken arbeid een loon ontvangen gelijk aan dat der arbeiders van het land zelf van dezelfde categorie in dezelfde onderneming werkzaam, of, indien er geen werklieden van het land zelf van dezelfde categorie in dezelfde onderneming werkzaam zijn, het normale en gebruikelijke loon der arbeiders van dezelfde categorie in de streek.

De Regeering van het land van inwijking gaat de verbintenis aan er voor te waken dat op haar grondgebied de gelijkheid van het loon der ingeweken werklieden met dat der arbeiders van het land zelf in acht worde genomen.

ARTIKEL 3.

De arbeiders van elk der beide Verdragsluitende Partijen zullen dezelfde bescherming genieten als degene verleend aan de werklieden van het land zelf door de wetten en door de gebruiken van het land voor alles wat betrekking heeft op de arbeids- en bestaansvoorwaarden.

Al de bezwaren der arbeiders van het andere land betreffende de arbeids- en bestaansvoorwaarden waaraan zij door de werkgevers zouden onderworpen worden, of de moeilijkheden van welken aard ook, zullen, wanneer zij eene tusschenkomst der openbare machten wettigen, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling der diplomatieke of consulaire overheden, aan de bevoegde overheden van het land gericht of overgemaakt worden; het bevoegde Bestuur van dit land zal de noodige onderzoeken doen en zal alleen bevoegd zijn om tusschenbeide te komen.

ARTIKEL 4.

Ingeval de toestand der arbeidsmarkt gedurende zekere tijdperken, in zekere gewesten en voor zekere beroepen aan de landverhuizers die persoonlijk en uit eigen beweging werk komen zoeken niet zou toelaten eene betrekking te vinden, zou de betrokken Regeering onmiddellijk, langs diplomatieken weg, de Regeering van het andere land daarvan moeten verwittigen, ten einde haar in staat te stellen de noodige maatregelen te nemen. Beide Regeeringen verbinden er zich toe aan elkander, vóór hunne tenuitvoerlegging, de beperkende maatregelen kenbaar te maken die zij het nuttig zouden achten op de betrokken arbeiders toe te passen.

ARTIKEL 5.

Voor alles wat betrekking heeft op de verwerving, het bezit, de overdracht van den kleinen landelijken en stedelijken eigendom, zullen de onderhoorigen van ieder van beide Staten op het grondgebied van den anderen dezelfde rechten en voordeelen hebben als deze die de onderhoorigen van het land zelf genieten, met uitsluiting, evenwel, van het voordeel der premiën die door een van beide Regeeringen kosteloos zouden toegekend worden aan de oprichters en koopers van goedkoope woningen, alsmede van de voordeelen verleend uit hoofde van oorlogsfeiten en onder voorbehoud der beschikkingen voorzien, in het belang der nationale veiligheid, voor zekere zones of zekere plaatsen door de wetten betreffende het verblijf en de nederzetting van vreemdelingen.

ARTIKEL 6.

De werknemers en de werkgevers van beide landen die betrokken zijn in collectieve arbeidsgeschillen zullen deel kunnen uitmaken van de verzoenings- en scheidsrechterlijke comiteiten waarbij deze geschillen aanhangig werden gemaakt.

ARTIKEL 7.

De toelagen aan de kassen van onderlingen bijstand tegen werkeloosheid, de hulp van de openbare werkeloosheidsfondsen en van de openbare instellingen van bijstand door den arbeid zullen in elk der Verdragsluitende Staten aan de onderhoorigen van den anderen Staat worden toegekend.

ARTIKEL 8.

De onderhoorigen van elk der beide Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere behandeld worden gelijk de onderhoorigen van het land zelf voor alles wat betreft de toepassing der wetten waardoor de arbeidsvoorwaarden geregeld en de gezondheid en de veiligheid der arbeiders verzekerd worden. Deze gelijkheid van behandeling zal zich eveneens uitstrekken tot al de bepalingen die in de toekomst in beide landen betreffende deze aangelegenheid zouden afgekondigd worden.

ARTIKEL 9.

Geen van beide Verdragsluitende Staten zal bijzondere belastingen of taxen opleggen aan de onderhoorigen van den anderen Staat uit hoofde van hunnen arbeid op zijn grondgebied.

De voorafgaande beschikking doet geen afbreuk aan de bepalingen der wetten en reglementen aangaande de algemeene taxen betreffende de vreemdelingen, en inzonderheid die verbonden aan de afgifte van verblijfstoelatingen. Zij zal niet mogen opgevat worden in dien zin dat de onderhoorigen van een der Verdragsluitende Staten, die op het grondgebied van den anderen Staat verblijven, vrijgesteld zouden zijn van alle om het even welke tegenwoordige en toekomstige belastingen, opgelegd aan de onderhoorigen van den Staat van verblijf.

ARTIKEL 10.

De bevoegde besturen van beide landen zullen in gemeen overleg de bijzondere en ordemaatregelen vaststellen welke noodig zijn voor de uitvoering van de beschikkingen van dit verdrag waarvoor de samenwerking van hunne bestuurlijke diensten gevegd wordt. Zij zullen eveneens de gevallen en de voorwaarden bepalen, waarin de diensten rechtstreeks met elkaar in briefwisseling treden.

ARTIKEL 11.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen er van zullen zoo spoedig mogelijk te Brussel uitgewisseld worden.

Het zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen uitgewisseld zullen zijn.

Het zal gedurende één jaar van kracht zijn, en van jaar tot jaar stilzwijgend vernieuwd worden, tenzij het opgezegd wordt.

Van de opzegging zal drie maanden vóór het verstrijken van elken termijn kennis moeten gegeven worden.

Al de bezwaren betreffende de toepassing van dit verdrag zullen langs diplomatieken weg geregeld worden.

In geval het niet mogelijk zou geweest zijn langs dezen weg eene oplossing te bekomen, zullen gezegde bezwaren, zelfs op aanvraag van slechts ééne der partijen, onderworpen worden aan de uitspraak van een of meer scheidsrechters, die als taak zullen hebben ze op te lossen volgens de grondbeginselen en den geest van dit verdrag.

Eene bijzondere schikking zal de instelling en de werking van het scheidsge-recht regelen. Elke partij zal het advies van een der internationale bureelen of organen die ter zake bevoegd zijn, bij wijze van inlichting mogen doen gelden. Dit advies zal, ten zelfden titel, ook mogen gevraagd worden, wanneer er desaan-gaande overeenstemming tusschen de scheidsrechters bestaat.

Gedaan te Brussel, in dubbel, den 24^e December 1924.

(g.) Justin GODART.

(g.) HYMANS.

(g.) Maurice HERBETTE.

(g.) P. TSCHOFFEN.



CHAMBRE
des Représentants

KAMER
van Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

approuvant le Traité de Travail entre
la Belgique et la France, signé à
Bruxelles, le 24 décembre 1924.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Arbeidsver-
drag tusschen België en Frankrijk,
geteekend te Brussel den 24^{de} De-
cember 1924.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
des Affaires Étrangères et de l'Indus-
trie, du Travail et de la Prévoyance
Sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étran-
gères et de l'Industrie, du Travail et
de la Prévoyance Sociale sont chargés
de présenter, en Notre Nom, aux
Chambres législatives le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité de Travail conclu le 24 dé-

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onze Ministers van
Buitenlandsche Zaken, van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche
Zaken en van Nijverheid, Arbeid en
Maatschappelijke Voorzorg, zijn gelast,
in Onzen Naam, bij de Wetgevende
Kamers het ontwerp van wet aan te
bieden, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 24 December 1924, tus-

cembre 1924 entre la Belgique et la France sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1925.

schen België en Frankrijk gesloten arbeidsverdrag zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 4^e Februari 1925.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken

HYMANS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale.*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

P. TSCHOFFEN.

